

Le projet «Tadam» en évaluation

Le projet-pilote TADAM, centre de distribution d'héroïne pharmaceutique, ferme ses portes, malgré de premiers résultats d'étude positifs. Une suspension définitive ou provisoire?

Le projet pilote TADAM est une expérience supervisée par la Ville de Liège, en plein centre ville, à côté du commissariat de la rue de la Régence. Il consistait à examiner les effets d'un sevrage à l'héroïne par une distribution contrôlée d'héroïne pharmaceutique auprès d'un noyau de toxicomanes sévères.

Cet échantillon était considéré comme le plus dépendant, le plus délinquant, celui en moins bonne santé et surtout, non réceptif au traitement à la méthadone. L'héroïne était consommée sur place, avec un suivi personnalisé et une prise en charge médicale de chaque patient.

Des résultats concrets

Si les résultats complets de l'étude sont encore à dévoiler, TADAM affirme déjà avoir pu répondre à trois questions fondamentales: la réelle possibilité de l'existence de ce type de centre et d'encadrement; la présence d'un public en demande pour ce type de traitement; une amélioration de la santé physique et psychique des patients.



On sait que le prix de la drogue pousse certains à se prostituer, à voler ou du moins à dépendre financièrement de quelqu'un d'autre. Par ailleurs, cet encadrement a permis aux toxicomanes de recréer des relations sociales et de restructurer leurs journées. Une récupération physique rapide était visible dès les six premières semaines du traitement.

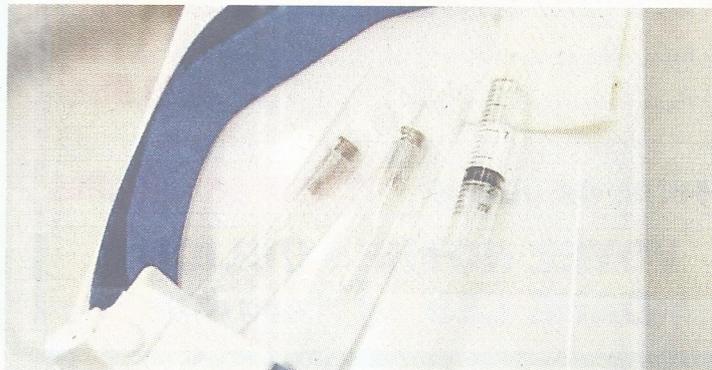
«Ecolo J» soutient non seulement le maintien de la structure existante mais aussi le développement et la pérennisation de ce type de traitement.

«Ainsi, nous déplorons grandement la position du gouverne-

ment fédéral qui considère que TADAM n'est pas une priorité budgétaire. Pour Ecolo J, la crise ne peut en aucun cas devenir un prétexte pour repousser les initiatives progressistes en termes de santé publique et ne peut justifier une gestion politique à court-terme en la matière».

Cette expérience est essentiellement financée par le fédéral. Elle coûte près de 800.000€ par an en personnel et frais de fonctionnement. Et les coupes budgétaires n'en ont plus fait une priorité... La ministre de la Santé reste pourtant favorable à ce projet mais il ne serait pas soutenu par certains partis flamands...

De son côté, le bourgmestre de Liège soutient toujours ce projet. Il espère que cet arrêt brutal ne mettra pas toute l'initiative en péril: «Pour l'instant, nous sommes dans l'incertitude quant aux sources de financement. Le fédéral se fait attendre... Il doit maintenant apporter des précisions quant à sa position».



■ C.R.

LG03/13/CR